

Avis adopté

Séance plénière du 23 octobre 2024

Sortir de la crise démocratique – Rapport annuel sur l'état de la France en 2024 (RAEF)

Non-inscrits

Le rapport annuel sur l'état de la France de cette année met en lumière des liens multiples entre inégalités, défiance vis-à-vis des institutions et pouvoir d'agir des citoyens et des citoyennes.

En effet, les Français s'interrogent sur leur capacité à se faire entendre et à prendre part à la construction de solutions aux problèmes, qu'ils soient locaux ou nationaux, conjoncturels ou structurels, limités à quelques citoyens et citoyennes ou au contraire, affectant une majorité de Français.

Un des points saillants du rapport de cette année est que l'engagement associatif est un puissant vecteur d'épanouissement. Il s'agit du premier espace d'engagement qu'il soit ponctuel ou non. Il est facteur d'émancipation, vecteur d'implication citoyenne ; il permet de se confronter à d'autres, au-delà de son cercle « naturel », de contribuer à un collectif, souvent au service du collectif. Il faut donc que les pouvoirs publics plaident pour une société plus inclusive et solidaire à travers un soutien à l'engagement associatif. L'engagement associatif doit être davantage soutenu et reconnu par l'Etat et ne pas être instrumentalisé.

Aussi, le pouvoir d'achat reste une préoccupation centrale qui influe considérablement pour un grand nombre de ménages, leur sentiment de bien-être, de confiance en l'avenir et d'inégalités. La construction des politiques publiques à l'avenir doit donc intégrer un travail de proximité. Pour ce faire, les pouvoirs publics peuvent s'appuyer sur la société civile, la participation citoyenne afin de mieux cibler, appréhender les difficultés rencontrées et ainsi y apporter des réponses et solutions constructives.

Nous saluons le travail de la commission économie et finances, de la rapporteure ainsi que des membres de l'administration. Ce rapport doit nécessairement nous interroger et surtout interroger les décideurs publics sur les objectifs des prochaines politiques publiques et sur leur efficacité à court terme.

Le groupe des non-inscrits n'a pas trouvé de position commune.